

RENCONTRE DU COLLECTIF ET CASE BURKINA A LA MFR DE BUIS LES BARONNIES

W.E du 25/56 avril 2015 « CRUAS 17 »

Présents :

René Billaz, Isabelle Rixte + Corinne Miuzzo, Jean Lichou, Philippe Lhoste +Jethro Delma étudiant au CIRAD , André + M. Claude Reboul, Guy Largier , Magali Rosier (AFA), Jacqueline Pestre, Dominique Gentil, Jean François Beaumel + madame, Daniel Cuche+ Claire Delatre, Geneviève Doux, Gérard Cossavella, Jean Claude Viodé, Jean Loireau + Luce Sirkis, Monique Hervier + Renée Condamin, Marie Cécile Vaugelade + Stéphane, Simone Luzy+ René et Suzanne Jourdan, Guy Richard, Christine Jullien+ Laurent Dusseau : 31 personnes

Excusés :

James Attali, Monique Braquet, Régine Jeanjean, Monique et Pierre Bertaud, Annie Loireau , Roland Peyron, Marie Meley, Hubert Nicolas, Thierry Sciari, Cathy Durand, Jacques Vaudelade, Jérôme Armand+ Corinne Audoyer, Simon Peyrache, Claude Stéphan : 16 personnes

Ordre du jour :

Samedi

9h30 Présentation du programme de la journée

9h45 René Billaz nous parle du projet « intensification des cultures céréalières »

11h30 Laurent Dusseau, directeur du Centre Spatial Universitaire Montepplier-Nimes nous présente le projet Satellite

13h repas tiré des sacs

14h30 Introduction par R. Billaz et D.Gentil du micro crédit

- Expérience de Kouminto à Zigla Koulpélé par Gérard Cossavella
- Warrantage à Ypo avec J. Attali ou J.C Viodé de l'association TABALE
- Crédits à moyen terme appliqués au machinisme agricole et au compost par R. Billaz
- Intervention de D. Gentil sur les Caisses Populaires au Burkin

Deuxième groupe de réflexion :

- Intervention du Docteur Luce Sirkis sur l'excision
- Malnutrition par J.C Viodé soutenu par le groupement des femmes de Ouahigouya l'AFBO

19h30 Repas organisé par Case Burkina

22h Discussion, échange sur la transition au Burkina et les perspectives qu'elle ouvre

Dimanche

8h45 Petit déjeuner

9h AG de Case Burkina suivi de deux themes de réflexion et d'échanges

- Défi du développement résultant des perspectives démographiques
- Rajeunissement des ASI

13h Repas organisé par C.B

I. Pourquoi accompagner le développement ? René Billaz

Diaporama [sur notre site](#), voir menu « Vie des ASI »

A partir du cas du village de Baszaïdo (Zondoma, à 12 km de Gourcy), soutenu depuis de nombreuses années par l'ASI YAM DAABO (Pt : Guy Largier) est illustrée l'impasse constituée par la croissance démographique des hommes et des troupeaux d'une part, et le processus de désertification (dégradation de la végétation et des sols). Des alternatives existent pour sortir de cette impasse, par la gestion agro-écologique des cultures vivrières et maraîchères, ainsi que de l'élevage.

Le projet d'intensification des cultures céréalières de CASE B cofinancé par la Fondation Brageac illustre une approche de la première alternative. Elle s'appuie sur la mise en œuvre des trois composantes techniques : le zaï mécanisé, les composts améliorés, le semis en sec avec des graines enrobées. Le projet, mis en œuvre dans six villages appuyés par six ASI de CASE B se déroule sur trois ans (2015-17), avec un coût total proche de 37 K€ (dont Fondation Brageac : 29 767 €). Les six villages, appartenant aux provinces du Yatenga, du Zondoma, du Sourou et du Nyala) sont Karma (Appel Drôme), Bidi (St Christol), Yipo (Taballé), Kota Koussiba (Une goutte d'eau au Faso), Tougan (La Pérégrina), et Baszaïdo (Yam Daabo). Les activités de terrain sont conduites par notre partenaire, l'ARFA (Mathieu et Léontine Savadogo, cf. Site CASE B) et l'Association APROS avec Justin Kaboré pour les trois villages du Yatenga.

Le débat qui a suivi a concerné l'autonomie financière des femmes : ont-elles la possibilité de « monétariser » les produits de leurs activités ? Quelle autonomie par rapport au foncier ? P.ex. dans la région de Bobo, les femmes ont des productions individuelles : arachides, oseille, gombos, sorgho (pour la bière) ; chez les peuls les revenus du lait sont traditionnellement pour la femme. Au Yatenga, l'association AFBO (Femmes Burkinabé de Ouahigouya), avec qui collaborent Tabalé et Appel Drôme, contribuent activement à la promotion féminine.

II. Projet Satellite par Laurent Dusseau Laurent.dusseau@univ-montp2.fr

Présentation de l'activité du Centre Spatial Universitaire de l'Université de Montpellier.

Cette intervention devant le collectif faisait suite à des contacts personnels du laboratoire avec Isabelle Rixte et une première convention entre le CSU et l'association TEELGO. (Projet de M.O.U.) pour communication de villages enclavés (écoles) avec partenaires en France

1. Exposé technique

Le CSU développe dans le cadre de ses activités de recherche avec le soutien de fondations et de grandes entreprises du secteur, le développement de nano-satellites. Ces petits satellites géostationnaires ont une taille et un poids réduits qui permettent de les intégrer pour de très faibles coûts marginaux à des équipements plus lourds

(Satellite de 1DM3, environ 1kg lancé dans la place perdue, standard cube Space avec trois modules)

Le balayage du satellite géostationnaire permet de desservir une bande de 2000 kms de large donc le Burkina et donne une possibilité de 14 passages utiles par semaine sur un point.

2. Spécifications techniques

Il s'agit d'un satellite de traitement du signal, qui ne permet que l'envoi et la réception de signaux ou de données. De l'ordre de 100 KB par semaine (Donc pas d'échanges en temps réel à la différence d'Internet) . Il s'agit au sol de capteurs émetteurs ou récepteurs à faible ou très faible consommation d'énergie donc susceptibles d'être localisés dans des zones non desservies en énergie
Il s'agit d'un système à très faible coût d'utilisation (il a même été dit « gratuit ») donc plus abordable qu'Internet pour les Burkinabé (avec les restrictions sur l'utilisation qui ne permet pas le dialogue en temps réel mais l'envoi et la réception)

3. Philosophie du partenariat

Il s'agit pour le CSU de trouver des « cahiers des charges techniques » lui permettant d'alimenter la recherche de ses thésards. L'objectif pédagogique de ce laboratoire étant d'aiguiller vers le spatial des diplômés de bon niveau.

Le partenariat avec des ASI est pour eux plus « valorisant » qu'avec des entreprises du secteur dans leurs recherches de financements.

Par contre, et il faut en avoir conscience dans la définition du besoin, il ne s'agit que de développer des « démonstrateurs », pas des outils industriels de série. Donc des systèmes dont la fiabilité reste à l'échelle du « prototype universitaire »

4. Thématiques possibles

La liste n'est pas limitative mais nous permet de définir le champ d'application de systèmes faisant intervenir les différentes spécifications techniques.

- Envoi ou réception de documents (cf, convention avec TEELGO) à destination ou provenance d'établissements scolaires isolés
- Communication (échange de données) avec correspondants locaux
- Programmes et suivis de formations
- Echanges de données ou de signaux d'appareillages ou de diagnostics médicaux
- Echanges de données à partir de capteurs développés dans le cadre de projets pédagogiques permettant un travail de laboratoires lycéens (météo ou autres mesures)
- Echanges de données de maintenance ou de suivi d'installations

Cet appel à manifestation d'intérêt a comme objectif de recueillir auprès des associations membres du collectif, un premier tour d'horizon des réactions ou besoins ou simples questions de faisabilité.

Il sera mis sous forme de synthèse puis donnera lieu à un premier échange avec le laboratoire.

Sites et données utiles

http://www.infoentrepriseslr.fr/toutes_les_actus/centre_spatial_universitaire_une_filiere_nanosatellites_a_montpellier

<https://www.facebook.com/csu.montpellier>

JF.Baeumel

Il y aurait plusieurs satellites en commande. Projet Méditerranée : collecte de données en Méditerranée pour Météo France : 14 passages utiles par semaine (minimum deux par jour). Avec mini-stations au sol (« balises») fabriquées par les étudiants de l'UM.

Mise à disposition d'un transfert de 100 KB de données par semaine (aucune participation financière).

Possibilités de :

Connaître les besoins : suivi d'un barrage, transfert de contenus pédagogiques... Avec argumentaires

Actions de promotion réciproques

Retours d'expériences (projets étudiants...)

Envoi de dossiers vers des partenaires (zone enclavée)...

Importance de la communication sur ces perspectives pour obtenir des appuis financiers (qui permettront de fournir le service gratuitement).

Respect de la loi sur les opérations spatiales (LOS).

A titre expérimental le projet durera 3 ans,
En 2016, apprendre à suivre et écouter Robusta1B
En 2017, « fonction Allo Allo » avec R1C
En 2018 : transfert de données avec Méditerranée.

13h repas

Il n'y a pas eu deux groupes séparés comme prévu.

III. Malnutrition : JC Viodé et Dr Luce Sirkis ([voir le site](#))

Avec l'AFBO, l'association Tabalé travaille à Ypo sur la malnutrition infantile, qui peut prendre une forme chronique / aigue... Diagnostic, avec la formation des jeunes mamans... Tabous alimentaires (les œufs sont rejetés). Utilisation du Moringa... Spiruline, farine misola, plumpy nut... Jeu de nutricartes de l'APPEL.

Débat : RB rappelle l'alternative du *Moringa oleifera*, qui a une place potentielle dans tous les jardins maraîchers. Cependant la solution n'est sans doute pas exclusive : ou Moringa, ou Spiruline, ou Misola ou Plumpy nut... mais une diversité de solutions adaptées à diverses situations...

Le rôle de l'AFBO : depuis 1996 : Distribution gratuite de bouillies nutritives (à base de produits locaux) avec animatrices « endogènes » de l'AFBO... « La bouillie a fait sortir les mères » ce qui leur permet de parler « entre femmes » (hygiène, diététique, planning familial, lutte contre l'excision...). Ces bouillies ne coûteraient que **7 € par enfant et par an, tout compris !** Il faut toutefois poursuivre l'action car les « jeunes mères » se renouvellent très vite et les bonnes habitudes risquent de se perdre. Développement de l'action vers 15 villages x 80 enfants. Budget prévu en 2016 : 12 000 €. L'objectif de Tabalé est de rendre le village autonome, les animatrices d'AFBO étant chargées du suivi et de la formation

Débat : privilégier, promouvoir et pérenniser la production sur place des produits de base. Quid des hommes ? R/ les groupements de femmes se sont formés en accord avec les hommes. PL évoque l'exemple des Auxiliaires villageois d'Elevage (AVE d'AVSF) pour l'animation locale au village.

IV. Excision (Luce Sirkis) Film à votre disposition chez Jacqueline Pestre ainsi que deux brochures très intéressantes éditées par le G.A.M.S

L'Association GAMS (www.federationgams.org) Lutte contre l'excision avec l'appui de la diaspora malienne à Paris. A Karma, avec l'AFBO, Appel Drôme a discuté avec l'ensemble de la communauté pour responsabiliser les femmes collectivement. **Excision** présenté par le docteur Luce Sirkis

Cette pratique terrible régresse, au Burkina, notamment, où il existe une loi, depuis Sankara, punissant les contrevenants

Les exciseuses font partie de la caste des forgerons (les hommes étant circonciseurs).

Les arguments de la coutume (non de la religion) sont variables...

Voir film de Sambène Ousmane sur le sujet.

Simone Luzy de l'ass Jum Soro-St Michel nous fait part de son expérience :

Nous rencontrons fréquemment, à Ouagadougou, Mr. Lacina Zerbo sociologue, promotion des droits humains. Il est originaire de Soro (commune de Gassan ; Nayala) UNFPA/UNICEF

Notre dernière conversation en février 2014 a duré plus de 3h. Il nous apprend que rien ne peut réussir dans la lutte contre l'excision dans les villages, sans passer par les chefs coutumiers. Et que même un autochtone mettait du temps dans un seul village, à pouvoir les rencontrer tous. Les plus influents se tiennent longtemps à l'écart

Evidemment notre équipe rencontre les femmes, toutes les associations, les jeunes, les groupements masculins, les soignants Ils travaillent parfois deux ou trois ans, en visites avec informations et rencontres échelonnées pour un seul village.

Parfois, c'est un échec !

Pour ces équipes, la décision de demander, voire d'exiger la suppression de l'excision, si elle vient des chefs coutumiers, est la seule chance valable de voir disparaître cette pratique.

"Unissons-nous pour l'élimination des MGF"

V.Micro-crédit (Dominique Gentil, ex IRAM, bureau d'études associatif) [Voir le site](#)

Cf. l'ouvrage : **La microfinance en Afrique de l'Ouest. Histoires et innovations**, CIF - Karthala, 2008, qui relate les expériences de 6 pays rédigées par les responsables africains

Cf. aussi : Rapport social consolidé du CIF (2013) Confédération des Institutions financières - Afrique de l'Ouest.

Il existe différentes formes de crédit :

1. Secteur bancaire
2. Secteur informel, tontines, ambulants ? etc.
3. Depuis 70 : microcrédit ou microfinance (Yunus, Bangla Desh) avec caution solidaire...

Aux indépendances, des banques de développement (« un peu fourre-tout » et mal gérées), ont induit une « culture du non remboursement ». Puis sont apparues les « Coopératives d'épargne et de crédit » et les « banquiers ambulants » (celui ci rend l'épargne après un mois, moins un jour) ; payer (3%) pour épargner est surprenant pour tout économiste mais mettre son argent en sécurité correspond dans certaines situations à un besoin.

Epargne et crédit : 1 Million de sociétaires au Burkina (coopératives d'épargne et de crédit). Le solde « dépôts – en cours » est positif de plusieurs dizaines de milliards de Fcfa : il y a donc des fonds disponibles pour financer le développement.

Quelques exemples issus des pratiques des ASI :

Microcrédit à Zigla Koulpélé (Garango), par l'ASI Kouminto. Gérard Cosavella présente le projet CADE : Contrat d'Aide au Développement économique (voir Diaporama de Gérard et le texte correspondant, Crédit aux femmes seulement. Confiance, négociation (temps pour bien se comprendre), suivi, évaluation de chaque projet, contrôle semestriel ... Débat avec les femmes...

Warantage à Yipo (Yatenga), par l'ASI Tabalé. JC Viodé présente le financement d'une banque de céréales, à hauteur de 1,8 M CFA. (Prêt gagé sur la récolte ou sur une partie de la récolte (avec revente

quand les cours remontent). Formation par le MARP, ONG burkinabé. Comité bénévole responsable du stock. Prêt à 8 % aux femmes.

Zebunet, présenté par Philippe Lhoste. Micro-crédit à l'élevage (volailles, porcs, petits ruminants, bovins, animaux de trait, ânes...) dans divers pays dont le Burkina (4 projets actuellement : petits ruminants au Sahel, bœufs d'embouche à Kombisiri, bœufs de trait à Cassou, ânes + Kassine avec AMUS...). La stratégie de Zebunet est de développer ses actions au Burkina. Les associations de CASE B qui seraient intéressées pour leurs partenaires au Burkina peuvent prendre contact avec Philippe Lhoste ou avec Zebunet directement (www.zebu.net). Philippe coordonne depuis la France les actions de Z au Burkina et Jethro est pressenti pour être correspondant de Zebunet à son retour au Burkina. ([voir le site](#))

Crédit de moyen terme pour l'équipement agricole (Zaï mécanisé et composts). Contribution à la mise en oeuvre du projet « intensification céréalière » estimation des besoins en équipement agricole du village de Baszaïdo . C'est une étude de crédit de moyen terme pour l'équipement agricole (zaï mécanisé et composts) [en annexe](#) (René Billaz)

Selon DG, après consultation de responsables burkinabés, les CPEC pourraient être accessibles pour de tels financements.

Discussion sur la caution solidaire : D. Gentil « *C'est sur le chien qui a gobé l'œuf que doit tomber le bâton* » proverbe nigérien, et sur les taux, ainsi que sur le financement de projets économiques...

Conclusions :

(i) Les ASI disposent de références concernant diverses formes de crédit de très court terme, dont elles assurent elles mêmes le financement. Selon DG, les CPEC, présentes dans toutes les provinces, pourraient en assurer le financement et la gestion à condition que les ASI en deviennent sociétaires.

(ii) Ce pourrait être également le cas des crédits de moyen terme pour l'équipement, ce qui concerne directement les six ASI du projet « intensification céréalière », qui y seront confrontées dès 2016. La question du prêt à plusieurs usagers de la même kassine est posée. L'option « crédit-bail » mériterait d'être étudiée.

(iii) Par ailleurs, la question des taux d'intérêt mérite d'être examinée de près : les taux pratiqués par les CPEC semblent incompatibles avec les capacités économiques réelles.

Il est donc décidé de créer un groupe de réflexion sur le crédit, constitué de Jean-François Beaumel, Jean Lichou, Gérard Cossavella et Jean-Claude Viodé.

Repas vers 19h30 avec discussion et échanges intéressants.

Le lendemain A.G DE Case Burkina
